



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
5 juin 2014

Original: français

Comité des droits de l'enfant Soixante-sixième session

Compte rendu analytique de la 1882^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 30 mai 2014, à 10 heures

Président(e): M^{me} Sandberg

Sommaire

Examen des rapports des États parties (*suite*)

Rapport initial du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section d'édition, bureau E.5108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-03811 (F) 050614 050614



* 1 4 0 3 8 1 1 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des rapports des États parties (suite)

Rapport initial du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur la mise en œuvre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/GBR/1; CRC/C/OPSC/GBR/Q/1; CRC/C/OPSC/GBR/Q/1/Add.1)

1. *Sur l'invitation de la Présidente, la délégation britannique prend place à la table du Comité.*
2. **M. O'Brien** (Royaume-Uni) dit que la délégation britannique ne sera pas en mesure de fournir oralement des réponses aux questions que les membres du Comité pourraient lui poser sur la mise en œuvre du Protocole dans les territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne étant donné que le Protocole ne s'applique pas sur ces territoires. Il précise que, pour le Gouvernement britannique, il est évident que les enfants qui font l'objet d'exploitation sexuelle, à des fins commerciales ou autres, ne doivent pas être considérés comme des prostitués mais comme des victimes.
3. Au niveau national, le Ministère de l'intérieur dirige un groupe national de lutte contre la violence sexuelle à l'égard des enfants et des personnes vulnérables, auquel participent de nombreux partenaires et des membres de différents ministères. Les nouvelles directives que ce groupe a élaborées à l'intention des membres des forces de l'ordre et des procureurs mettent l'accent sur la nécessité de se concentrer sur la nature des allégations plutôt que sur la crédibilité de la victime. Elles préconisent également de renforcer l'appui offert aux enfants victimes dans le système de justice.
4. Le Gouvernement britannique a présenté un projet de loi sur l'esclavage moderne, inédit en Europe, qui durcit la législation, punit sévèrement les auteurs des crimes odieux que sont la traite et l'asservissement d'enfants et renforce la protection des enfants victimes. Le Royaume-Uni évalue actuellement le Mécanisme national d'orientation mis en place en 2009, notamment les procédures d'identification des victimes d'esclavage et de traite et l'aide dont elles bénéficient, en vue de s'assurer que ce système offre un soutien réel aux intéressés. Pour mieux prendre en charge les victimes tout au long de la procédure judiciaire, plusieurs services, dont le Service des poursuites de la Couronne (Crown Prosecution Service), ont publié conjointement des directives révisées relatives aux enquêtes portant sur les infractions à caractère sexuel à l'intention des policiers et des procureurs. En outre, le Code des victimes, publié récemment, contient un chapitre distinct sur les mesures spéciales prévues pour les jeunes victimes et les témoins vulnérables.
5. Le Gouvernement britannique préfère parler de «représentations de violences sexuelles en ligne» plutôt que de «pédopornographie sur Internet»; c'est d'ailleurs la terminologie qu'il a retenue au niveau national. Pour combattre le partage et le stockage des représentations de violence sexuelle, les autorités britanniques ont collaboré avec Google et Microsoft afin de restreindre l'accès à ces images illégales. Elles ont également mis en place avec les États-Unis une Équipe spéciale conjointe pour combattre l'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet. Le Centre pour la sécurité sur Internet et la lutte contre l'exploitation des enfants est l'organisme le mieux placé pour traquer les personnes qui cherchent à porter atteinte à l'intégrité sexuelle des enfants. Il met en place des outils, comme le site Web «Think U Know», destiné à aider les enfants à se protéger contre les dangers de l'Internet.
6. **M^{me} Winter** (Rapporteuse pour le Royaume-Uni) demande pour quelle raison la portée du Protocole facultatif n'a pas été étendue aux territoires d'outre-mer et aux dépendances de la Couronne.

7. **M. Nogueira Neto** (Rapporteur pour le Royaume-Uni) demande si l'État partie envisage de mettre en place un système de collecte de données ventilées par âge, origine ethnique ou nationale, lieu de résidence ou statut socioéconomique pour recenser toutes les infractions visées par le Protocole facultatif – et pas seulement la traite d'enfants – commises dans l'État partie contre les groupes d'enfants les plus vulnérables, à savoir les enfants des rues, les enfants LGBT, les enfants de migrants, les enfants victimes de rituels sataniques, les enfants non accompagnés ou encore les enfants mendiants. Un tel système permettrait d'orienter les enfants vers les structures compétentes, d'assurer un suivi et de mettre en place un système d'indicateurs pertinents permettant d'évaluer les résultats des mesures prises. M. Nogueira Neto aimerait savoir si l'État partie a l'intention de modifier sa législation pour définir en tant qu'infractions distinctes la vente d'enfants, la traite d'enfants, la pédopornographie et les autres formes d'exploitation des enfants et ce, sur l'ensemble du territoire britannique. La délégation est invitée à indiquer comment l'État partie diffuse les dispositions du Protocole facultatif à l'échelle du pays et s'il en a élaboré une version adaptée aux enfants, s'il a mis en place des formations destinées notamment aux membres des forces de l'ordre, aux personnels de santé, aux magistrats, aux psychologues et aux travailleurs sociaux, et si le Protocole a été inscrit dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire. La délégation pourrait en outre indiquer si l'État partie a prévu d'adopter une stratégie de mise en œuvre du Protocole assortie d'un plan national d'action couvrant toutes les infractions visées par le Protocole et entend allouer à l'application de cette stratégie des ressources humaines, financières et techniques suffisantes. Il serait intéressant de savoir si l'État partie envisage de créer une instance de haut niveau spécifiquement chargée de superviser les activités de mise en œuvre du Protocole, et comment il pense coordonner celles des différentes administrations investies de pouvoirs délégués en la matière. M. Nogueira Neto voudrait aussi savoir si l'État partie a l'intention de modifier sa législation pour qu'elle couvre tous les actes liés à l'exploitation sexuelle des enfants commis à l'étranger et de créer une unité de police spécialisée chargée d'enquêter sur de tels faits. Enfin, il demande quelles mesures l'État partie entend prendre pour combattre le tourisme sexuel.

8. **M^{me} Winter** (Rapporteuse pour le Royaume-Uni) demande si l'État partie a adopté des textes interdisant de poursuivre les enfants victimes d'exploitation sexuelle et a pris des mesures pour rendre les procédures judiciaires le moins traumatisantes possible pour les enfants victimes ou témoins d'actes visés par le Protocole, notamment pour éviter qu'ils aient à se soumettre à des interrogatoires répétés. Elle ajoute que l'identité des enfants auteurs ou victimes desdites infractions doit systématiquement être protégée et rester confidentielle même une fois que les intéressés ont atteint l'âge de la majorité. Elle souhaite savoir si l'État partie garantit une protection spécifique à toutes les victimes ayant moins de 18 ans (et pas seulement à celles de moins de 16 ans), et s'il a mis en place des formations à l'intention des personnels de santé et des agents des services de l'immigration présents notamment dans les ports sur la manière de repérer les victimes potentielles de la traite à des fins de travail forcé, de trafic d'organes ou d'exécution d'actes rituels, comme ceux qui visent parfois des enfants originaires d'Afrique ou des Caraïbes. La délégation pourrait indiquer si des procédures efficaces ont été élaborées pour recenser ces victimes aux points d'entrée dans l'État partie et leur offrir une protection. Elle pourrait aussi préciser si l'État partie envisage d'interdire que les victimes de la traite qui ont plus de 16 ans soient placées dans des chambres d'hôtes (Bed-and-Breakfast), où elles tombent aux mains de réseaux du crime organisé, et s'il existe un mécanisme chargé de contrôler les établissements privés de protection de l'enfance. Il serait utile de savoir si les juges bénéficient d'une formation spécialisée sur la traite et les infractions qui y sont liées, afin d'éviter que des enfants victimes de la traite et contraints de travailler dans des plantations de cannabis par exemple ne soient considérés comme des délinquants en situation irrégulière, et si un code de conduite a été élaboré à l'intention des membres des forces de l'ordre, des personnels de santé ou encore des avocats de la défense, pour qu'ils ne traitent pas de manière

discriminatoire les enfants issus de pays autres que les pays membres de l'Union européenne. M^{me} Winter aimerait en savoir plus sur ce que l'État partie appelle les «plaintes déposées pour des faits anciens» («historic claims») et souhaiterait obtenir des données statistiques sur le rapatriement des victimes de la traite. Elle demande en outre si le Protocole facultatif peut servir de base pour l'extradition, et si l'État partie entend faire en sorte que la législation relative à l'extradition soit harmonisée à l'échelle du pays, ce qui n'est pas le cas actuellement.

9. **M. Madi** estime que le terme de «représentations de violences sexuelles» n'est pas assez précis en ce qu'il ne désigne pas uniquement la pornographie infantile.

10. **M. Kotrane** demande si tous les enfants de moins de 18 ans sans exception sont protégés par la législation nationale contre toutes les infractions visées par le Protocole, et notamment si la législation interdit et réprime comme cas de vente le fait de soumettre un enfant au travail forcé ainsi que toute intervention illicite dans une procédure d'adoption internationale. Il fait observer qu'en matière d'extradition la condition de la double incrimination n'est pas conforme aux dispositions du Protocole et, s'agissant de la pornographie infantile, il demande si le droit pénal punit la simple possession de matériels pornographiques mettant en scène des enfants.

11. **M. Cardona Llorens** demande de quelles mesures de protection jouissent les victimes de la traite âgées de 16 à 18 ans et si ces victimes sont également protégées lorsqu'elles sont contraintes de commettre des infractions telles que des vols.

12. **M^{me} Herczog** demande si les enfants victimes reçoivent un soutien psychologique pendant l'enquête.

13. **M^{me} Winter** (Rapporteuse pour le Royaume-Uni) demande s'il est exact que la traite des enfants n'est pas une infraction à part entière et que l'âge de la victime constitue uniquement une circonstance aggravante dans les affaires de traite.

14. **M^{me} Wijemanne** demande s'il existe un programme de protection des victimes et des témoins et si les salles d'audience sont aménagées de façon à éviter toute victimisation secondaire des enfants pendant le procès.

La séance est suspendue à 10 h 50; elle est reprise à 11 h 20.

15. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) dit que tous les faits visés par le Protocole facultatif sont interdits dans le droit interne, y compris la vente d'enfants, même si ce terme n'est guère usité dans les textes de loi, où il est plus souvent question d'exploitation sexuelle ou de traite des enfants. L'infraction de traite, visée par la loi de 2003 sur les infractions à caractère sexuel et la loi de 2004 sur l'asile et l'immigration, recouvre plusieurs actes interdits par le Protocole facultatif, y compris l'exploitation d'un enfant à des fins sexuelles ou autres, avec ou sans contrepartie financière. L'esclavage est interdit par la loi de 2009 sur les *coroners* et la justice. De plus, la loi de 2002 sur l'adoption et les enfants interdit toute forme d'intervention en matière d'adoption autre que celle des organismes autorisés; la loi assimile toute intervention illicite dans une procédure d'adoption à un cas de vente d'enfants. Il est important de noter que la future loi sur l'esclavage moderne regroupera en un seul instrument toutes les dispositions législatives visant à lutter contre les infractions visées par le Protocole facultatif afin d'en faciliter la répression. S'il est vrai que l'âge du consentement sexuel est fixé à 16 ans, cela ne signifie pas qu'en cas d'exploitation sexuelle avérée d'un enfant par un adulte, le premier ne sera pas considéré comme une victime, vu que la loi dispose qu'un mineur ne peut en aucun cas avoir consenti à sa propre exploitation. Par contre, un rapport sexuel consenti entre deux enfants de 17 ans ne sera pas considéré comme une infraction.

16. **M. Kotrane**, appuyé par **M^{me} Winter** (Rapporteuse pour le Royaume-Uni), demande s'il est prévu d'incriminer expressément dans le droit interne tous les actes liés à la vente, en distinguant clairement vente et traite. Qu'en est-il des mariages forcés?

17. **M. Cardona Llorens** demande si, en cas de rapport sexuel entre un mineur non consentant et un adulte, c'est à l'enfant victime qu'incombe la charge de prouver l'absence de consentement.

18. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) dit que la future loi sur l'esclavage moderne énumérera toutes les formes possibles d'esclavage et que la peine maximale encourue sera la réclusion à perpétuité. Comme une loi réprime déjà les mariages forcés, il n'est pas prévu d'inclure cette infraction dans la loi sur l'esclavage moderne. Afin de mieux lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants, des cours de formation au repérage, à la prise en charge et à l'orientation des victimes d'esclavage et d'exploitation sont dispensées à la police, aux professionnels de la santé, aux agents des services d'immigration, aux inspecteurs du travail et aux travailleurs sociaux.

19. **M^{me} Farell** (Royaume-Uni) dit que le projet de loi sur l'esclavage moderne prévoit la création d'un poste de commissaire à la lutte contre l'esclavage, qui aura notamment pour mission d'améliorer la formation et la sensibilisation de tous les acteurs concernés. Il sera nommé par le Ministère de l'intérieur, mais sera entièrement indépendant du pouvoir et fera rapport au Parlement. De plus, les autorités ont publié des directives sur la protection des enfants à l'intention du corps enseignant et des directeurs d'établissements scolaires, pour mieux les sensibiliser aux risques liés à l'Internet, notamment la pédopornographie. Le Service des poursuites de la Couronne a édicté un ensemble de règles et directives à l'intention des procureurs pour les aider à enquêter sur les affaires dans lesquelles d'anciennes victimes de la traite devenues adultes ont commis à leur tour des actes interdits par le Protocole facultatif, et à déterminer la part de responsabilité de ces personnes compte tenu de leur passé.

20. **M^{me} De Jesús Oviedo Fierro** demande si l'État partie prend des mesures pour lutter contre la demande d'enfants aux fins d'exploitation sexuelle et pour décourager les «clients» potentiels.

21. **M^{me} Farell** (Royaume-Uni) dit qu'une réflexion a été menée pour déterminer de quelle manière lutter efficacement contre la circulation des matériels pédopornographiques et contre la demande de services sexuels de mineurs. Toutefois, les peines très élevées qu'emportent la vente et la consultation de matériels pédopornographiques ou l'utilisation de services sexuels d'un mineur ont un effet dissuasif indéniable.

22. **M^{me} Winter** (Rapporteuse pour le Royaume-Uni) demande combien de personnes ont été inculpées ces dernières années pour des infractions visées par le Protocole facultatif.

23. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) dit que la loi de 2003 sur l'extradition autorise l'extradition de ressortissants britanniques ayant commis à l'étranger des actes interdits par le Protocole facultatif si ces actes sont punissables, dans le pays requérant, d'une peine d'au moins un an de prison. De plus, les tribunaux britanniques ont établi leur compétence extraterritoriale pour poursuivre les infractions de traite commises par des Britanniques à l'étranger. Un étranger qui commet ou facilite la commission de cette infraction, ou qui fait transiter une victime par le territoire national, peut aussi être poursuivi par la justice britannique. Il existe plusieurs mécanismes de collecte de données sur les cas d'exploitation sexuelle des enfants, dont le Mécanisme national d'orientation, qui centralise dans un fichier toutes les informations recueillies sur les cas de traite. Tous les ans, l'Agence nationale de lutte contre la criminalité fait un état des lieux et une évaluation des risques en matière d'exploitation sexuelle des enfants sur tout le territoire, avec la participation active des ONG locales.

24. **La Présidente** demande si la loi sur l'esclavage moderne comportera un chapitre sur la protection particulière dont doivent bénéficier les enfants.
25. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) répond que ce n'est pas le cas, mais que cet instrument permettra d'affecter à chaque enfant victime de la traite un conseiller personnel chargé de l'accompagner dans ses démarches auprès des services sociaux et de l'assister dans la procédure judiciaire.
26. **M^{me} Winter** (Rapporteuse pour le Royaume-Uni) demande si tout enfant victime aura automatiquement le droit de bénéficier de l'assistance d'un conseiller personnel.
27. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) dit que cette question est encore à l'étude.
28. **M. O'Brien** (Royaume-Uni) dit que le budget annuel consacré à la lutte contre les infractions visées par le Protocole facultatif est difficile à évaluer, mais que le budget de l'Agence nationale de lutte contre la criminalité pour 2014 est de 418 millions de livres sterling et que celui de la police est de 8,5 milliards de livres sterling, l'accent étant mis sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Les équipes du Centre pour la sécurité sur Internet et la lutte contre l'exploitation des enfants travaillent aussi à l'étranger, en coopération avec les forces de l'ordre locales et Interpol, pour enquêter sur des infractions commises par des Britanniques et surveiller les déplacements des Britanniques connus des services de police et soupçonnés de se rendre à l'étranger dans l'intention d'y commettre des actes visés par le Protocole facultatif.
29. **M^{me} Symonds** (Royaume-Uni) dit que rien n'interdit qu'un enfant victime bénéficie d'un soutien psychologique pendant l'enquête, mais que ce n'est pas obligatoire.
30. **M. Mezmur** demande si les personnes inscrites au registre des délinquants sexuels doivent annoncer leur intention de quitter le territoire à la police quelle que soit la durée du séjour prévu à l'étranger.
31. **M. Last** (Royaume-Uni) dit que le Gouvernement encourage les territoires d'outre-mer à demander l'extension du champ d'application d'un instrument international ratifié par le Royaume-Uni, afin que cet instrument s'applique aussi au territoire concerné. Le Royaume-Uni fait droit à cette demande dès lors qu'il estime que le territoire en question a atteint un niveau de respect des droits de l'homme compatible avec les exigences de l'instrument visé.
32. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) dit que des équipes de spécialistes ayant suivi des formations spécifiques sur la manière de repérer et de protéger les victimes de la traite et d'autres formes d'exploitation ont été mises en place aux postes frontière. Ces équipes sont appuyées par l'Agence nationale de lutte contre la criminalité. L'évaluation dont le Mécanisme national d'orientation fait actuellement l'objet porte notamment sur la manière dont il permet aux victimes, y compris les enfants, d'accéder à une assistance et sur la manière dont les données sur les victimes sont recueillies et transmises aux organes compétents.
33. **M^{me} Farell** (Royaume-Uni) ajoute que les résultats de l'évaluation seront consignés dans un rapport qui devrait être disponible à l'automne 2014. Le Mécanisme national d'orientation n'inclut pas de procédure formelle de recours contre les décisions relatives à la détermination du statut de victime.
34. **La Présidente** demande s'il est prévu que tous les mineurs non accompagnés qui arrivent au Royaume-Uni, y compris ceux ayant entre 16 et 18 ans, se voient attribuer un conseiller personnel.
35. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) répond que tous les mineurs non accompagnés qui demandent l'asile sont suivis par un travailleur social mais qu'il est prévu que seules les victimes potentielles de la traite bénéficient des services d'un conseiller personnel. Ce

dispositif est à l'essai et l'évaluation du Mécanisme national d'orientation devrait permettre de déterminer s'il est réellement efficace. Les victimes de la traite et les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés ne font pas l'objet d'un traitement différencié selon leur pays d'origine. Des lignes directrices ont été élaborées à l'intention des organismes publics qui apportent une aide à ces enfants, concernant la manière de répondre le mieux possible à leurs besoins.

36. **M. Madi** fait observer que l'expression «représentations visuelles de violences sexuelles à l'égard des enfants» utilisée dans l'État partie est différente de l'expression «pornographie mettant en scène des enfants» qui figure dans le Protocole. Il demande si le Royaume-Uni pourrait envisager d'invoquer les dispositions du Protocole pour procéder à une extradition en l'absence d'accord d'extradition. Il demande aussi un complément d'information sur la coopération judiciaire entre les autorités britanniques et les autorités d'autres pays, ainsi qu'avec Interpol dans les affaires de pédophilie.

37. **M. Cardona Llorens** demande s'il existe des dispositions légales prévoyant expressément qu'un enfant victime de traite contraint de commettre des délits comme le vol ne doit pas être traité comme un délinquant.

38. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) explique que l'expression «représentations visuelles» est principalement utilisée dans le cadre de la formulation des politiques. Dans la loi, le terme utilisé est celui de «photographie indécente». Trois cours de la Couronne expérimentent actuellement le système de la preuve préconstituée au moyen de l'enregistrement vidéo de la déposition initiale et des contre-interrogatoires de l'enfant, dans le but d'éviter à celui-ci de subir des interrogatoires multiples. Les résultats de cette expérience pilote seront publiés en temps voulu.

39. **M^{me} Farell** (Royaume-Uni) reconnaît que certaines victimes de la traite peuvent devenir victimes de travail forcé et être contraintes d'exercer des activités illégales. Il n'existe pas à ce jour de disposition légale faisant clairement obligation aux autorités judiciaires de traiter ces enfants comme des victimes et non comme des délinquants, mais cette question a été soulevée dans le cadre du projet de loi sur l'esclavage moderne. L'aide juridictionnelle est actuellement réservée aux cas prioritaires et, à ce titre, les victimes de la traite des êtres humains y ont pleinement accès. La question de savoir si cette aide sera systématiquement accordée aux victimes de l'esclavage moderne est à l'étude.

40. **M^{me} Egan** (Royaume-Uni) dit que les enfants qui ont été victimes d'exploitation peuvent engager une procédure même si les faits sont anciens («historic claims»). L'accès aux thérapies et autres formes de soutien individuel est garanti aussi bien aux victimes déposant plainte pour des faits récents qu'à celles déposant plainte pour des faits anciens. Le type de soutien le plus adapté est décidé au cas par cas.

41. **M. Mezmur** et **M. Kotrane** demandent si la responsabilité pénale des personnes morales peut être engagée pour tous les actes visés par le Protocole facultatif et, dans l'affirmative, s'il est déjà arrivé que les tribunaux condamnent une entreprise à indemniser des victimes.

42. **M^{me} Symonds** (Royaume-Uni) dit que les dispositions du droit pénal s'appliquent aux personnes physiques comme aux personnes morales. Une personne morale peut donc être poursuivie pour des faits relevant du Protocole facultatif et être condamnée à une amende. D'autres sanctions applicables aux personnes morales sont à l'examen comme l'obligation pour une entreprise de déclarer publiquement qu'elle a fait l'objet d'une condamnation pénale.

43. **M. O'Brien** (Royaume-Uni) ajoute que son gouvernement fera parvenir par écrit au Comité des renseignements plus précis sur le type de réparation accordé aux victimes dans des affaires mettant en cause des personnes morales, sur le contrôle exercé sur les chambres

d'hôtes («Bed-and-Breakfast») qui accueillent des victimes de la traite et sur le nombre moyen de dossiers dont est saisi chaque travailleur social.

44. **M. Nogueira Neto** (Rapporteur pour le Royaume-Uni) remercie la délégation des réponses qu'elle a apportées aux questions posées par les membres du Comité.

45. **M. O'Brien** (Royaume-Uni) réaffirme que le Gouvernement britannique considère la mise en œuvre du Protocole facultatif comme une priorité absolue. La loi sur l'esclavage moderne introduira la possibilité d'attribuer aux enfants dont on soupçonne qu'ils ont été victimes de la traite, y compris à des fins de travail forcé, un conseiller personnel chargé de les guider dans les procédures les concernant. Ce soutien spécialisé devrait permettre de mieux répondre aux besoins de ce groupe vulnérable d'enfants et d'éviter qu'ils ne retombent entre les mains des trafiquants. Les travaux du Groupe national de lutte contre la violence sexuelle à l'égard des enfants et des personnes vulnérables visent notamment à faire évoluer les mentalités chez les professionnels et dans les institutions qui s'occupent des victimes, à imposer l'idée que les enfants ont avant tout besoin de protection et à faire en sorte que toutes les allégations soient traitées avec le plus grand sérieux et donnent lieu à des enquêtes approfondies. Le Royaume-Uni est déterminé à tout faire pour apporter une assistance aux victimes et poursuivre les auteurs des actes visés par le Protocole facultatif, mais aussi pour prévenir la commission de tels actes.

La séance est levée à 12 h 55.